

Déclaration liminaire au CSE

France 3 : la régionalisation adviendra-t-elle ?

Dans 15 jours, dans la torpeur de l'été, sera nommé le ou la présidente de France Télévisions. Reconduction de la sortante ? Nouvelle incarnation à la tête de France Télévisions ?

Nos interrogations portent moins sur le casting que sur la stratégie. Dans une entreprise ballottée de projet en contre-projet, de COM non honoré par l'État en COM non honoré par l'État, les salariés ont depuis longtemps perdu leurs repères et leur confiance dans l'avenir.

En 10 ans, le Réseau régional aura connu bien des turpitudes. Sorti étrillé de la présidence Carolis avec un recul historique de ses créneaux de diffusion, il aura connu une éphémère relance en 2012, aussitôt stoppée par les économies considérables exigées par l'État.

Au cours de ces années, la vie des régions aura surtout été rythmée par les réformes de structures : la sinistre période des Pôles qui s'est illustrée par une approche purement financière au détriment des contenus (mutualisations à outrance, suppressions de postes, non-remplacements des absents), puis un prétendu mouvement de décentralisation qui visait en réalité à faire coller France 3 au maillage de la réforme territoriale Hollande, tout en renforçant un peu plus la centralisation parisienne de la décision.

Même la période de la présidence Ernotte n'aura pas été exempte d'errances stratégiques. On se souvient du déplorable dossier des locales, un temps quasiment rayées de la carte avant d'être finalement réhabilitées, au nom d'une régionalisation devenue l'un des 3 grands projets stratégiques de l'entreprise.

L'inversion du modèle de France 3, c'est notre revendication depuis des lustres, même si elle ne se fait pas dans les conditions ni avec les moyens dont nous aurions pu rêver en d'autres temps.

Ce rêve verra-t-il le jour ? Avec l'arrivée d'une ou d'un éventuel nouveau patron, quel coup de barre stratégique allons-nous une nouvelle fois subir ?

Quel avenir par ailleurs pour nos moyens internes de fabrication, maintenus au prix d'une difficile réforme ? La ou le successeur fera-t-il le choix de renoncer à l'intégration verticale de la production, comme le réclament bon nombre de lobbyistes bien en cour ? Allons-nous revivre ce qu'a vécu la SFP pour contenter les amis du pouvoir, c'est à dire le privé ?

Les salariés sont las des virages erratiques et de la réorganisation permanente. Nous ne sommes pas les yoyos du pouvoir. Nous souhaitons pouvoir nous projeter dans une télévision publique forte, avec un financement pérenne, dynamique et sécurisé, avec des projets qualitatifs de long terme dans lesquels s'investir et se projeter.

La CGT ne cessera de se battre pour défendre ces principes.

Le 8 juillet 2020